

ISSN : 0760 - 5404



# l'unité

35

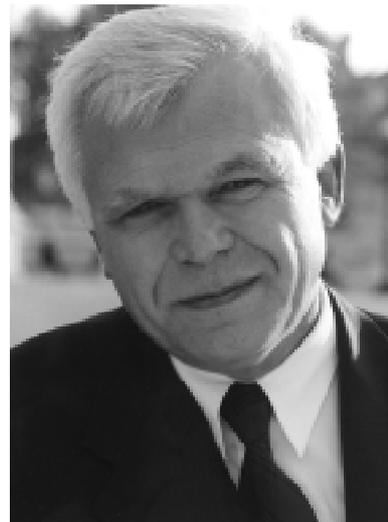
Journal de la Fédération du Parti Socialiste d'Ille-et-Vilaine - N° 148 - OCTOBRE 2002 - 0,76 euros



Cette guerre folle peut encore être évitée	page 2
Edito	page 3
La Fête de la Rose	page 4
Vie Fédérale	page 5
Politique de gauche/politique de droite	page 6
Le sens du débat	page 7
Conseil Régional / Brèves	page 8

# Cette guerre folle peut encore être évitée

Par Jean-Michel BOUCHERON



Contrairement à un certain nombre d'idées reçues, les attentats du 11 septembre n'ont fait que renforcer des logiques existantes. L'administration de Georges Bush a été dès le départ convaincue que l'Amérique, première puissance mondiale, pouvait utiliser cette puissance sans tabou ni limite de droit international. Cette volonté se faisait nettement sentir. C'est ce que Hubert Védrine a appelé l'unilatéralisme de l'hyper puissance. Et puis tout à coup le 11 septembre a fourni le prétexte, a rendu légitime cette politique : l'Amérique agressée devenait victime et devait se défendre.

L'Union Européenne spectatrice, pétrifiée par sa propre impuissance, l'ONU servile, courant après l'événement, l'OTAN, ancien pilier de la sécurité de l'Amérique en Europe devenu, par le poids de ses alliés, un boulet inutile à traîner pour l'Amérique. Toutes ces institutions furent reléguées à un rang mineur, témoins muets d'une guerre en Afghanistan où leur absence politique révélait la nouvelle hiérarchie du monde.

L'Amérique est maintenant stratégiquement seule. Bush l'a voulu ainsi. Elle prépare une guerre illégitime qui n'a pas pour but de ren-

verser une dictature, qui n'a pas pour but de détruire des armes de destruction massive (il y en a sur toute la planète), mais comme objectif de remettre sur le marché, au service d'un gouvernement irakien à la solde de Washington, les immenses réserves pétrolières de l'Irak. L'autre objectif, le véritable, le plus profond, le plus caché est de contrôler l'écoulement du pétrole du Caucase, avec la complicité de Poutine, de façon à tenir le robinet de l'approvisionnement de la Chine en hydrocarbures, clef du développement économique de cette puissance émergente dont les potentialités fascinent l'Amérique, effraient l'administration américaine, terrorisent les stratèges du pentagone.

Face à cette guerre annoncée, les membres permanents du Conseil de Sécurité ont un rôle à jouer : vont-ils décider de rendre l'Amérique seul maître du monde pour les 50 ou 70 ans qui viennent ? Qui mettrait aujourd'hui son veto ? L'Amérique ? Evidemment pas. La Grande-Bretagne ? Non plus, elle veut garder son rang de premier serviteur. La Russie ? Pas plus. C'est le prix de la liberté d'écraser en toute impunité la Tchétchénie et la Géorgie sous les bombes. Même la Chine ne s'y opposerait pas tant sa dépendance actuelle aux investissements américains est forte.

Seule la France peut créer une dynamique, imposer son veto rendant illégale l'action américaine et se posant telle qu'elle l'a été dans un passé lointain en avocate de la cause du Tiers-Monde. Jacques Chirac va ainsi rencontrer l'Histoire quelle que soit sa décision. Nous pouvons entraîner sur notre position l'Europe continentale. A nous de nous mobiliser pour que la France s'oppose à cette guerre extrêmement dangereuse puisque deux irresponsables que sont Saddam Hussein et Ariel Sharon ne rêvent que d'en découdre entraînant, via le problème palestinien, un risque de choc du monde occidental et du monde musulman.

Si nous nous opposons, si la France s'oppose, nous pourrions réveiller une partie de l'opinion publique britannique, les éléments clairvoyants du Parti Démocrate américain, ce mouvement peut entraîner Poutine du bon côté, la Chine dans ce cas basculerait également.

Oui cette guerre folle peut encore être évitée.

**Jean-Michel BOUCHERON**  
(mercredi 2 octobre 2002).



Par  
**Jean-Claude du CHALARD**  
*Premier Secrétaire  
Fédéral  
Conseiller Régional  
de Bretagne*

## A propos d'Insécurité

Les premières mesures du gouvernement de droite actuel m'ont amené à réfléchir sur le sens réel du mot INSÉCURITÉ.

Pour Raffarin et Sarkozy, cela se résume à cultiver la peur de l'autre.

Cela revient à rendre celui, qui est un peu différent de soi, responsable de ses propres angoisses.

Cela revient aussi à laisser penser que seules des mesures répressives permettront d'éclairer l'horizon.

Cela a pris, cela prend, mais cela ne pourra faire illusion très longtemps.

Etudiant le budget national actuel, j'avoue ne pas être très rassuré sur l'avenir et je sens en moi comme un sentiment d'INSÉCURITÉ.

Comment avoir confiance dans une vision gouvernementale qui :

- d'une part :
  - baisse les recettes fiscales (impôt sur le revenu, charges sociales des entreprises) ;
  - ouvre aux médecins généralistes les caisses de la sécurité sociale, en donnant aux médecins un bonus mensuel moyen de 1 400 euros ;
  - supprime les emplois jeunes (sauf dans la police !) ;
  - lobotomise les 35 heures qui ont créé

400 000 emplois. Au passage, espérons que les patrons retrouvant les 39 heures ne mettent pas en péril les emplois créés par les 35 heures.

- d'autre part, prend les Français pour des naïfs en voulant leur faire croire que ce budget est honnête, car basé sur une croissance qui piaffe aux portes de ce que furent nos frontières !

Enfin, il n'est pas besoin d'être grand clerc pour savoir que l'avenir de notre pays ne peut que s'appuyer sur la recherche, donc sur ce qui en est un des tenants : l'enseignement.

Les petits Français ont peut être besoin, pour certains, de réapprendre la lecture, mais les grands Français n'ont pas besoin de réapprendre à compter pour être sûrs que Raffarin nous propose un budget bidon !

En conclusion, j'ai la crainte que lorsque les Français se réveilleront, leur «gueule de bois» sera particulièrement intense.

C'est pourquoi la gauche se doit de préparer un avenir moins insécuritaire que celui que nous dessinent Raffarin et C<sup>e</sup>.

*Jean-Claude du Chalard*  
*Premier Secrétaire Fédéral*  
*Conseiller Régional de Bretagne*

# Agenda

## Jean GLAVANY

MERCREDI 13 NOVEMBRE

20 h 30

## RÉUNION PUBLIQUE

CENTRE CULTUREL  
(boulevard Villebois-Mareuil)

## MONTFORTsur-MEU

REPAS DE LA  
CIRCONSCRIPTION  
RENNES-SUD

## Jean-Michel BOUCHERON

Député

**Jeannine HUON**

**vous invitent à participer à**

**FÊTE ET POLITIQUE**

à la salle des fêtes  
de Vern-sur-Seiche

VENDREDI 29 NOVEMBRE

19 h 30

Au programme de la Fête :  
mot de **Jean-Claude HAIGRON**,  
Maire

et intervention de  
**Jean-Michel BOUCHERON**

Au menu : apéritif, paëlla, fromages,  
dessert, café et soirée dansante.

**inscriptions par téléphone**

**au 02 99 79 54 52**

# La Fête de la Rose : TOUJOURS UN SUCCÈS



Comme par le passé, jusqu'au dernier moment, les doutes étaient dans la tête des organisateurs : les militants seraient-ils présents en nombre, les sympathisants également, y aura-t-il du monde dans les forums ?

La réponse a été oui massivement comme en témoignent les photos. C'est sous le soleil que s'est déroulée cette fête.

Mais le soleil était également dans la tête des participants prêts à se mobiliser pour construire l'alternative à droite et à se battre contre le projet du gouvernement Raffarin.



Questions internationales, politique sociale, décentralisation, les trois forums ont permis des échanges riches et fructueux avec Jean-Michel Boucheron, Philippe Tourtelier et Edmond Hervé. Puis l'intervention de Claude Bartolone a donné le signal de la mobilisation.

Mais cette fête a été également une réussite par les centaines de discussions informelles tout au long de la journée, entre participants, anticipant sur les débats lancés par le Parti Socialiste.

Les stands n'ont pas désempé, qu'ils soient alimentaires, politiques ou ludiques puisque cette année étaient organisés outre l'animation de la Jaupitre, une pêche à la ligne et un panier garni.

Merci donc à tous pour avoir montré que, malgré tout, la capacité de mobilisation des socialistes est renforcée en ce début d'année.

*Cyrille MOREL*  
Secrétaire Fédéral



**Claude Bartolone**, ici saluant les militants et sympathisants avant le déjeuner, avait visiblement le plaisir de retrouver nombre d'entre eux avec qui il avait noué des relations privilégiées.

Ancien ministre de la Ville, toujours député de la Seine-Saint-Denis, il connaît bien notre région. Au cours de l'exercice de son mandat, il est venu dans différents quartiers de Rennes et dans certaines communes de l'agglomération.

Il a rappelé dans son discours son regret de voir sa politique des Contrats de Ville, remise en question alors que de grands projets étaient finalisés. Attentif, il sera ; attentifs et vigilants les parlementaires socialistes seront sur l'aménagement et l'amélioration de la vie dans les agglomérations.



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### MANIFESTATION DU 12 OCTOBRE 2002

«Grâce à la mobilisation de la communauté internationale, la dictature irakienne vient enfin d'accepter le retour des inspecteurs de l'ONU. Le Parti Socialiste opposé à l'idée de guerre préventive constate cette évolution avec satisfaction. Il appartient à l'ONU d'organiser et de mener à bien cette mission.

L'administration américaine est convaincue qu'elle peut utiliser sa puissance sans le respect du droit international. La guerre voulue par Bush aurait à tous égards des conséquences dramatiques.

Nous appelons tous les démocrates à se mobiliser pour que la force des opinions publiques permette d'éviter le pire. La Fédération d'Ille-et-Vilaine du Parti Socialiste appelle à participer à la manifestation du samedi 12 octobre à 15 h 30, place Sainte-Anne à Rennes.

**Pierre SOUBESTRE**  
Porte Parole  
de la Fédération

## Le citoyen et l'entreprise

Après une année consacrée à l'élaboration des projets de la présidentielle et des législatives, la commission fédérale Entreprises reprend son cycle de travail.

En juin dernier, nous avons entrepris une démarche d'audit sur les 35 heures auprès des organisations syndicales. Nous avons été reçus par la CFTC, la CFDT et bientôt par la CGT. L'objectif étant de connaître leur analyse sur les lois AUBRY.

Il convient de noter que tous les accords 35 heures négociés par les syndicats et approuvés par les salariés ont porté leurs fruits ; à titre d'exemple, 2000 emplois ont été créés pour 400 accords pour la CFDT sur le département. Nous sommes donc très loin des discours catastrophiques du MEDEF et de la droite sur la mise en péril des entreprises par les 35 heures.

Il faut également souligner que les organisations syndicales sont demandeuses de ces rencontres. Les dossiers qui nous attendent (décret Fillon 35 heures, retraites, formation professionnelle, insertion...) nous obligent à réagir et à assurer notre présence sur le terrain du mouvement social.

C'est dans cette perspective que nous appelons les militants qui souhaitent participer à cette commission à s'inscrire auprès de la fédération (téléphone : 02 99 31 61 00) pour recevoir les convocations aux prochaines réunions.

Plusieurs camarades souhaitent étendre les travaux de cette commission à l'insertion et la formation professionnelle.

**Patrick LEBORGNE**  
Secrétaire Fédéral  
aux Entreprises

## Itinéraire d'un Républicain espagnol

Le 9 octobre dernier, la Fédération a reçu un visiteur de marque, un ami, en la personne d'Antoine Blanca. Jean-Claude du Chalard a présenté aux membres du Bureau Fédéral ce fils de Républicains espagnols, au parcours atypique, puisque ancien responsable national du PS de 1971 à 1981 pour l'Amérique latine, il entama une importante carrière diplomatique en 1982.



Antoine Blanca a rappelé ses nombreuses visites à Rennes effectuées dans le cadre de ses fonctions de Secrétaire général de la Fédération nationale Léo Lagrange (1966-1971) et de Délégué général de la Fédération nationale des Elus Socialistes et Républicains (1977-1980).

Au lendemain du 10 mai 1981, cet ancien professeur de Lettres rejoint l'équipe de Pierre Mauroy à Matignon. En 1982, François Mitterrand le nomme ambassadeur itinérant pour les pays d'Amérique du Sud, d'Amérique centrale et des Caraïbes, puis ambassadeur en Argentine (1984-1988). La France entend jouer alors un rôle capital pour que ce continent sous le joug de dictateurs retrouve la démocratie ; nombre de ces pays redécouvrirent le chemin des urnes au cours de cette décennie.

Son vœu de devenir diplomate à Mexico ne sera pas exaucé car François Mitterrand accède à la demande de Javier Perez de Cuellar, Secrétaire Général de l'ONU, qui fait appel en 1989 à Antoine Blanca pour la direction générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement et la coopération économique internationale. Il devient en 1992 numéro 2 de l'ONU. Au cours de cette rencontre, il a rappelé le rôle capital de l'ONU au service de la paix et du développement.

Au nom des socialistes d'Ille-et-Vilaine, Jean-Claude du Chalard a offert à Antoine Blanca un cadeau symbolique : la Marianne d'Otero, autre fils de Républicains espagnols.

## Samedi 12 octobre Journée fédérale

Près de 200 militants des sections du département ont répondu à l'invitation de la Fédération pour la journée "questions pour le débat", organisée le samedi 12 octobre au Triangle à Rennes.

En introduction, Jean-Claude du Chalard, Premier Secrétaire Fédéral, a rappelé les objectifs de cette séance de travail pour analyser les causes de la défaite aux dernières élections et réfléchir aux positions du PS en termes idéologiques, programmatiques, stratégiques et organisationnels. Présentant l'organisation de ce forum militant, Marie-France Kerlan, Secrétaire Fédérale déléguée à la programmation des débats, a souligné la qualité des 160 pages de réponse au questionnaire national rédigées en trois semaines par les adhérents d'Ille-et-Vilaine, textes qui ont nourri la réflexion des 6 ateliers :

- 1 — Comprendre ce qui s'est passé au printemps 2002
- 2 — Revenir sur le bilan de la législature 1997-2002 et le rôle du Parti dans cette période
- 3 — Faire un état de la société française et des aspirations des Français
- 4 — L'identité et les priorités des socialistes
- 5 — Militer aujourd'hui au Parti Socialiste
- 6 — Définir une stratégie politique pour la gauche,

animés respectivement par Claude Toxé (Saint-Jacques), Thierry Pellerin (Chantepie), Claude Michel (Rennes Centre), Isabelle Thomas (Saint-Malo), Yvette Le Goff (Liffré) et Gilles Piérini (Cesson).



Après le repas convivial, Stéphanie Poppe (Rennes Centre Sud), Jean-René Lebreton (Rennes Centre), Brigitte Maréchal (Betton), Jean-François Picaut (Rennes Sud Est), Emmanuel Couet (Saint-Jacques) et Cyrille Morel (Rennes Villejean) ont présenté le rapport de leur atelier respectif en séance plénière. En conclusion du débat général, Jean-Claude du Chalard a informé les participants que l'ensemble des textes des militants, des sections, et les comptes rendus des débats de cette journée seront transmis au Conseil national du 19 octobre. Le prochain Unité 35 sera consacré à ce forum militant.

## «Le gouvernement de la défaisance»

«La droite, depuis qu'elle est en place, mène sa politique. Elle est simple à comprendre. C'est l'inverse de la nôtre. Nous avons fait les emplois-jeunes... Elle les supprime. Nous avons engagé les 35 heures... Elle les arrête. Nous avons introduit l'APA... Elle la rogne. Nous avons créé les CTE... Elle les verrouille. Nous avons voté la loi de modernisation sociale... Elle la suspend. Nous avons donné priorité au budget de l'éducation... Elle le lamine». **François Hollande n'a pas mâché ses mots lors des journées parlementaires des socialistes, le 18 septembre dernier, fustigeant la politique du gouvernement actuel. «En fait, le gouvernement ne construit pas. Il détruit. Il ne fait pas. Il défait. C'est le gouvernement de la défaisance».**

### 35 HEURES

La politique d'«assouplissement des 35 heures» se traduit en fait par un coup d'arrêt. Les analyses les plus timides établissaient à 300 000 le nombre d'emplois créés par les 35 heures. Il est paradoxal qu'en phase de «croissance molle» on se prive de cet outil. Avec l'augmentation du plafond d'heures supplémentaires, avec l'abaissement de leur coût, les 39 heures vont partout redevenir la règle. «Comme toute réforme de cette envergure, la RTT avait encore besoin d'être améliorée. M. Raffarin a préféré l'occire dans un simulacre de dialogue où les arguments des organisations syndicales n'ont jamais été pris en compte» indiquait Jean-Marc Ayrault.

### EMPLOIS-JEUNES

Ils avaient l'intérêt de donner l'opportunité à des associations sans moyens d'embaucher un salarié pour développer de nouvelles activités, ils sont remis en cause par le gouvernement qui préfère mettre en place ses propres contrats jeunes qui toucheront le secteur privé et les jeunes non diplômés.

### CES/TRACE

La rigueur budgétaire du nouveau gouvernement va toucher également les contrats aidés pour les jeunes en difficulté. Le nouveau taux de prise en charge par l'Etat des contrats emploi solidarité (CES) pour les jeunes de moins de 25 ans accompagnés par le programme Trace (Trajet d'Accès à l'Emploi) est réduit à 65% contre 90% à 95% précédemment. Les autres catégories touchées par ces restrictions sont les «personnes rencontrant des difficultés particu-

lières d'accès à l'emploi» et, de manière moins importante (85% contre 90-95% auparavant), les chômeurs de longue durée depuis plus de trois ans ou de plus de cinquante ans, parents isolés et travailleurs handicapés.

### CTE (Contrats territoriaux d'Exploitation)

Après l'abandon de la modulation des aides (c'est-à-dire donner un peu moins aux grosses exploitations pour donner un peu plus aux petits) le gouvernement propose le gel des CTE : bon outil pour concilier production de qualité et environnement ; tout le monde reconnaît aujourd'hui son intérêt.

Les CTE étaient un des outils privilégiés de la Charte de développement pérenne de l'agriculture. En gelant les CTE, l'Etat renie sa parole et met en danger le fragile équilibre qui avait permis - enfin - de rassembler agriculteurs et associations environnementales.

Le discours de J.-P. Raffarin et de H. Gaymard sur la «simplification administrative» des dossiers a fait long feu. L'objectif est bien de banaliser les CTE - sinon de les supprimer - et de les plafonner.

La liste de ces remises en cause n'est pas exhaustive. Les baisses d'impôts réservées aux plus hauts revenus, la loi sur la présomption d'innocence taillée en pièces, le refus du coup de pouce pour le Smic - en dehors de la revalorisation légale -... Dans ce paysage, difficile d'oublier le cadeau fait par le chef du gouvernement à ses ministres... leur salaire enregistré un bond de 70% !!!

**Lénaïc BRIÉRO**  
Secrétaire Fédérale

Communiqué  
de **Jean-Michel BOUCHERON**

Député  
Responsable «Défense»  
du Groupe Socialiste à l'Assemblée Nationale

**Objet :** Programmation militaire 2003-2008.

«Le projet de loi de programmation militaire 2003-2008 présenté par le Gouvernement est en tout point conforme au modèle d'armée 2015, tel qu'il avait été défini par le Président de la République et le Gouvernement précédent. En matière de choix stratégiques, ce projet se situe donc dans une **parfaite continuité** par rapport au précédent.

Par ailleurs, le Gouvernement annonce une augmentation sensible des moyens financiers de plus de 1 milliard d'euros par an. Au-delà du choix politique que cela représente par rapport aux situations difficiles d'autres budgets de l'Etat, il convient de considérer ces prévisions à long terme avec la **plus grande prudence**.

En effet, les deux précédentes lois de programmation militaire (Léotard et Millon) votées par la droite ont été réalisées à 20% au-dessous du niveau programmé et se sont révélées être de simples effets d'annonce.

La dure réalité des lois de finances, des annulations de crédits et des financements d'opérations extérieures permettra de vérifier la sincérité de ces chiffres.

Le gouvernement Raffarin semblant pratiquer la politique de la **virtualité financière** dans tous les domaines, il n'est pas absurde d'imaginer que la Défense soit, elle aussi, victime d'une **tentative de séduction sans lendemain**.

Paris, 11 septembre 2002

## CANTONALE PARTIELLE DE BETTON

Avec 54,35% des voix, le dimanche 13 octobre, Michel Gautier arrive largement en tête des candidats. Un second tour est toutefois nécessaire (il n'atteint pas 25% des inscrits) Une forte abstention, plus de 65%, le prive d'une élection au premier tour. Face au candidat de l'UMP au second tour, la mobilisation des abstentionnistes et le rassemblement de la gauche, le dimanche 20 octobre, doit porter en tête notre candidat socialiste, Michel Gautier, Maire de Betton.

# Le sens du débat que nous engageons au sein de notre Parti.

Il porte sur notre identité même, sur l'actualité et la spécificité du socialisme pour répondre aux défis de la période, sur le rapport à la mondialisation, solidarité à l'égard des générations futures, l'affirmation d'une Europe politique et sociale, la valorisation du travail, la société de l'éducation et de la connaissance, la force du message laïc dans la République, les Services publics comme alternative aux règles du marché... Ces valeurs fondamentales que nous portons doivent être traduites en projets politiques.

A tous égards, il faut faire de la politique, c'est-à-dire donner du sens, des références, des volontés de long terme. Et également renouer les fils de la société, les relais qui nous ont tant manqué, les acteurs sociaux que nous avons aussi manqués.

Il doit être fondateur à plusieurs titres :

• *Dans sa préparation par la nature des débats que nous serons capables d'engager* entre nous, avec les militants et avec les Français. Elle doit anticiper sur la rénovation profonde de notre Parti quant à ses modes de fonctionnement, de représentation et de décision.

• *Dans son débouché politique* : il s'agit, après plusieurs mois de réflexion, de définir une ligne claire pour notre Parti. A gauche, car c'est notre orientation, notre stratégie et notre espace politique. A l'échelle du monde, car c'est aujourd'hui notre champ d'action. Avec l'Europe comme levier et ambition. Cette ligne pour être lisible et mobilisatrice, suppose innovation et imagination plutôt que répétition et incantation. Il ne faut pas faire un nouveau parti, mais un parti qui fait du nouveau. Faire vivre le dé-

bat - mais aussi lorsqu'il sera venu à son terme - donner à notre Parti une colonne vertébrale, une direction claire, un projet dynamique capable de rassembler, au-delà des socialistes, toute la gauche.

Construire une grande force socialiste à l'image des grandes social-démocraties, couvrant un large espace et appréhendant tous les thèmes et aspirations de la société. Cette force est nécessaire à la Gauche.

C'est cette démarche politique qui nous permettra de nous confronter positivement à la droite, de lutter contre le populisme et la désaffection civique et de fournir aux Français non pas des regrets ou des remords mais de l'espoir.

Claude TOXÉ

Délégué Fédéral à l'Unité 35

## CIRCONSCRIPTION DE RENNES-MONTFORT

La fête du 7 juillet a rassemblé plus de 400 personnes. Elle marque la volonté de chacun de rester mobilisé et de poursuivre l'action politique qui nous rassemble.

Toujours mobilisés, nous organisons la traditionnelle soirée conviviale et politique de la circonscription, le **samedi 19 octobre 2002, à 19 h 30,** à Mordelles, Ferme de la Biardais.

Inscriptions à la Fédération  
45 bis, boulevard de la Liberté  
35000 RENNES

## Ille-et-Vilaine

Ouest-France  
Lundi 8 juillet 2002

### Plus de 400 militants et sympathisants PS réunis à Iffendic Marcel Rogemont : « Non à l'abattement »

En politique, il faut savoir aussi gérer les défaites. Marcel Rogemont, qui reste conseiller général (PS) d'Ille-et-Vilaine, a perdu son mandat de député le 16 juin. Malgré tout, il a tenu à réunir ses amis de la circonscription de Rennes-Montfort sans rien changer à la coutume. Ils étaient plus de 400 autour de lui à Iffendic.

La circonscription de Rennes-Montfort a changé de bord en changeant de député le 16 juin dernier mais Marcel Rogemont, conseiller général de Rennes, est toujours là en socialiste. Comme déjà en 1993 et 1997, il a tenu à réunir ses amis, dimanche midi, pour un repas champêtre à Iffendic. Plus de 400 militants et sympathisants du PS ont ainsi répondu à son invitation dont les maires de Montfort-sur-Meu et de Mordelles ainsi que le premier secrétaire de la Fédération départementale du Parti socialiste. Sa suppléante, Claudia Rouaux, était également à son côté.

Accueilli par quelques mots de bienvenue de Paul-Yves Gourven, au lieu-dit La Plancha-de-Branquins, Marcel Rogemont a pris la parole en remettant en perspective les législatives dans l'après-présidentielle. « Nous nous retrouvons ensemble ; c'est dommage, c'est après une défaite... Elle s'est dessinée le 21 avril. Cet instant-là nous



Ancien député, Marcel Rogemont, conseiller général (PS) de Rennes, convie à réunir ses amis de la circonscription de Rennes-Montfort à Iffendic.

à laissés abasourdis et désorientés. Après, ce fut l'image d'un désarroi de la gauche qui parlait à la bagarre sans chef. C'est plus une défaite électorale qu'une défaite politique car les Français nous laissent confiance. » Pour l'ancien parlementaire PS, la droite elle-même serait désorientée car elle ne parait pas revenir au pouvoir si tôt.

En tout cas, « battu mais pas abattu », selon l'expression de l'une des militantes présentes, Marcel Rogemont s'en est pris aux orientations du nouveau gouvernement. « Dialogue social, des mots ; justice so-

ciale, des mots ; équité sociale, des mots », a-t-il dit en s'élevant contre « la baisse des impôts pour les plus aisés » et en se prononçant pour la moralité après « les bruits autour de l'amnistie des dettes politico-financières ». L'été toujours d'Ille-et-Vilaine, au titre de l'assemblée départementale, est pour reconstruire la gauche dans son ensemble. « Non à l'abattement, oui à l'avenir », a-t-il lancé. Une rose rouge lui a été offerte sous les applaudissements.

Jacques GALLOT.

# Conseil Régional

## CONSEIL RÉGIONAL

ODETTE HERVIAUX

nouvelle présidente du groupe socialiste

Les conseillers régionaux socialistes ont élu, début septembre, à l'unanimité, Odette Herviaux à la présidence de leur groupe. Conseillère régionale depuis 1998, Odette Herviaux est maire de La Croix-Helléan. Elle succède à Jean-Yves Le Drian qui a quitté le Conseil régional à la suite des élections législatives. Ce dernier reste porte-parole du Breis, l'Union régionale du Parti Socialiste.

Loi anti-cumul oblige quatre élus socialistes ont dû quitter le Conseil régional au cours du mois de septembre :

Jean-Michel Boucheron (Ille-et-Vilaine) est remplacé par Marie-Pierre Rouger élue Verte de Fougères.

Marie-Renée Oget (Côtes-d'Armor) est remplacée par Yves Dollode Saint-Brieuc.

Yvon Guillou de Concarneau succède à Marylise Lebranchu (Finistère)

et Jean-Yves Le Drian (Morbihan), est remplacé par Daniel Kerjean élu PC.

## L'EAU GÉRÉE PAR LA RÉGION ?

«Lors de sa session de rentrée le 14 octobre, le Conseil régional proposera à l'Etat de lui transférer les compétences expérimentales dans le traitement de l'eau et des espaces na-

turels» a annoncé le Président du Conseil régional, Josselin de Rohan, lors du Space.

La veille, lors d'une conférence de presse, Jean-Yves Le Drian, porte-parole du Breis s'inquiétait de voir la Région Bretagne bien timide en matière de décentralisation : «L'Alsace vient de bénéficier du droit à l'expérimentation pour la gestion des fonds européens, la Lorraine et Midi-Pyrénées ont été retenus pour l'expérimentation culturelle ; et nous alors ? Comment se fait-il que la Bretagne ne lève pas le doigt, elle qui se compte parmi les régions les plus offensives en matière de décentralisation ?».

S'agissait-il de la part du Président de Rohan d'une improvisation de circonstance ou d'un propos ferme ? En tous les cas, la méthode d'annonce est apparue bien curieuse.

## TGV-OUEST

Les nouvelles ne sont guère rassurantes. Le ministre des Transports a en effet demandé la réalisation d'un audit sur les grands dossiers d'infrastructures ferroviaires en cours d'étude. Que veut dire cet audit ? Est-ce une nouvelle manière de retarder le projet ? Il n'est pas normal que ce dossier face aujourd'hui l'objet d'interrogations. Lors du Conseil municipal de Rennes du 9 septembre dernier, Jean Normand a exprimé son inquiétude sur l'avenir de ce dossier. Il craint «des coupes dans les projets connus». Il redoute aussi la concurrence d'autres projets qui sont apparus depuis comme le TGV Est Paris-Strasbourg, le Rhin-Rhône, le Lyon-Turin ou encore le TGV Tours-Bordeaux-Toulouse. Approuvé par Edmond Hervé, il a demandé un consensus politique fort et vigilant sur ce dossier déterminant pour l'avenir de la Bretagne.

## La fédération



du PS d'Ille-&-Vilaine est sur internet

Sur ce site fréquemment mis à jour, vous pourrez trouver les rubriques suivantes :

- Le PS en Ille-et-Vilaine (organigramme fédéral, les sections, les statuts, un historique).
- Les élus socialistes du département et les résultats électoraux depuis 1958.
- L'actualité (Unité 35, communiqués de presse) et l'agenda.
- Les bilans de la gauche plurielle.
- Les propositions du PS et discours fondamentaux.
- Les organismes associés : Union des Elus Socialistes et Républicains et le Mouvement des Jeunes Socialistes.
- Les autres sites internet existants.

<http://perso.wanadoo.fr/fede35.parti-socialiste>

Email : [fede35@parti-socialiste.fr](mailto:fede35@parti-socialiste.fr)

# Brèves

## A l'Est du nouveau

La victoire de la coalition «rouge-verte» en Allemagne est courte. Mais c'est une victoire !

La coalition politique formée par les sociaux-démocrates et les Verts n'a certes pas été sans tension, mais elle a été loyale. Les Verts allemands ont compris qu'à partir du moment où ils appartiennent à un gouvernement, ils ne pouvaient pas se comporter comme s'ils étaient à l'extérieur...

La performance est réelle dans une société où les problèmes ne sont pas moins réels que chez nous.

C'est avant tout une bonne nouvelle pour la gauche européenne. L'Union Européenne ne bascule pas à droite.

Après le succès de la social-démocratie suédoise et, en attendant nous l'espérons, celui de nos camarades autrichiens en novembre, le rapport de forces se rééquilibre.

## Le vrai visage de la droite

Le mercredi 2 octobre, lors de l'examen du projet de loi qui réforme les 35 heures, François Fillon, ministre des Affaires Sociales, a provoqué un vif incident avec les députés socialistes.

Il a osé tenir des propos que l'on pourrait qualifier de «pétainistes» en faisant un parallèle avec la responsabilité du Front populaire, les 40 heures dans l'effondrement de la Nation en 1940.

## Sarkosy

### et son cortège répressif

Fichiers, fouilles, absentéisme à l'école (amende 2 000 euros...) Maintenant il déclare la guerre aux pauvres. La mendicité qui n'était plus un délit depuis 1994 réintégrerait le Code Pénal !

## Vitrolles

L'attitude de l'électorat républicain a été plus claire que celle des dirigeants de l'UMP, et tout particulièrement de Monsieur Gaudin.

Nous nous réjouissons de la victoire du socialiste Guy Obino.

## BULLETIN

### D'ABONNEMENT

Votre abonnement à l'Unité 35 arrive à échéance ?

un bon réflexe : réabonnez-vous...

Bulletin à renvoyer à l'Unité 35:

45 bis, bd de la Liberté - 35000 RENNES

NOM : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_

(0,76 euro, le numéro - 10 numéros par an).

Chèque à l'ordre de l'Association Départementale de Financement du Parti Socialiste d'Ille-et-Vilaine (ADFPS 35).